



Le HCP dresse la situation des secteurs institutionnels à fin 2016

Ménages : Un revenu brut disponible de 665,1 milliards DH

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Dégradation du pouvoir d'achat et repli du taux d'épargne des ménages en 2016. C'est le constat fait par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) dans sa note d'information relative aux comptes nationaux des secteurs institutionnels au titre de ladite année. Une analyse qui expose la séquence complète des comptes non financiers et financiers. En 2016, le revenu brut disponible des ménages, estimé à 665,1 milliards de dirhams en 2016, se serait inscrit en progression de 2,1% comparé à une année auparavant. Rapporté à la population, le revenu brut disponible a atteint 19.286 dirhams en 2016, en hausse de 1%. En commentant cette hausse, le Haut-Commissariat au Plan indique que le revenu brut disponible des ménages a été affecté pour 87,6% aux dépenses de consommation finale, au lieu de 86,4% en 2015. Ce contexte a réduit la capacité d'épargne des ménages. Le taux y afférent s'est situé autour de 12,9% en 2016, en régression de 1,2 point. De même, la hausse de 1,6% des prix à la consommation en 2016 a impacté le pou-

voir d'achat qui s'est dégradé sur la même période de 0,6%. D'un point de vue plus global, le revenu national brut disponible s'est amélioré en 2016 de 3,2% atteignant ainsi une valeur de 1076,6 milliards de dirhams. Une hausse qui résulte notamment de la

La hausse de 1,6% des prix à la consommation en 2016 a impacté le pouvoir d'achat qui s'est dégradé sur la même période de 0,6%.

consolidation du revenu brut disponible aussi bien pour les administrations publiques (6,8%) que pour les sociétés financières et non financières (3,1%) et ménages ISBLSMS (2,1%) le Revenu national brut disponible (RNBD) a connu une hausse de 3,2% en 2016 pour se situer à 1076,9 milliards de DH. Cette amélioration est due à l'augmentation du revenu

brut disponible de 6,8% pour les administrations publiques, de 3,1% pour les sociétés (financières et non financières) et de 2,1% pour les ménages et institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Notons que les ménages et ISBLSM sont les premiers contributeurs au Revenu national brut disponible et ce à hauteur de 62,5%. Les administrations publiques arrivent en deuxième position avec une contribution de 22,6% au moment où la contribution des sociétés ne dépasse pas les 15% dont 2,6% pour les sociétés financières. Rappelons que le Produit intérieur brut enregistré en 2016 a atteint en valeur les 1.016,1 milliards de dirhams progressant de 2,8% par rapport à 2015. Premier producteur de la richesse nationale, les sociétés financières et non financières ont vu leur contribution au PIB croître passant ainsi de 42,9 en 2015 à 43,2% en 2016. En contrepartie, les contributions des « ménages et ISBLSM » (29,3%) et des administrations publiques (15,8%) ont légèrement reculé sur la même période. Elles ont ainsi affiché un repli respectif de 0,4 point et 0,1 point.

Indicateurs à retenir

Les sociétés financières et non financières premiers investisseurs

S'agissant de la formation brute du capital fixe, le Haut-Commissariat au Plan relève dans sa note une hausse de 9,5% correspondant à une valeur de 306,9 milliards de dirhams. Les premiers investisseurs du Maroc sont sans conteste les sociétés financières et non financières. Elles ont contribué à hauteur de 57% à la formation brute du capital fixe contre 55,2% une année auparavant. Toutefois l'apport des ménages et des administrations publiques demeure en régression. Les contributions sont en baisse de 26,9 à 25,9% pour les ménages et de 17,6 à 16,8% pour les administrations publiques.

L'épargne nationale en consolidation

Elle s'est renforcée de 2,8% durant l'année 2016. De ce fait l'épargne nationale s'est située à 292,7 milliards de dirhams. Par secteur institutionnel, les sociétés financières et non financières y contribuent à hauteur de 53,6% contre 30,2% pour les ménages et 16,2% pour les administrations.

Le besoin de financement toujours croissant

43,2 milliards de dirhams, tel a été le besoin de financement de la nation durant l'année 2016. Ce montant représente 4,2% du PIB contre 2% en 2015. Le Haut-Commissariat au Plan explique cette situation par l'augmentation de 17,8 milliards de dirhams du besoin de financement des sociétés financières atteignant à cet effet les 54,1 milliards de dirhams. En parallèle, les administrations publiques ont connu une atténuation de leur besoin chiffré à 9,4 milliards de dirhams, soit une baisse de 5,6 milliards de dirhams par rapport à 2015. Le repli a également été observé au niveau de la capacité de financement des ménages. Cette dernière s'est repliée de 10,4 milliards de dirhams se situant à 5,5 milliards de dirhams. De même, la capacité de financement des sociétés financières a diminué de 976 millions DH pour atteindre à fin 2016 les 14,7 milliards de dirhams.